

Peugeot Scooters Réunion ce jour La menace du chômage



■ Les prévisions de production présentées le mois dernier étaient particulièrement basses. Photo d'archives.

Directeur général de Peugeot Scooters, Frédéric Fabre présidera ce jour le comité d'entreprise de fin de mois de Peugeot Scooters à Mandeure.

Où il devrait notamment être question des volumes de production en baisse et par voie de conséquence de chômage technique à partir du mois prochain.

Actionnaire majoritaire avec 51 % des parts de Peugeot Scooters, le groupe Mahindra est-il prêt à voler au secours du site de Mandeure en relocalisant certaines fabrications ?

C'est l'une des demandes faites par les organisations syndicales de Mandeure, qui appellent que 85 % des véhicules de Peugeot Scooters sont produits de l'autre côté de la Grande Muraille.

Frédéric Fabre répondra aux questions des représentants du personnel. Elles porteront pour l'essentiel sur les volumes de fabrication d'ici à la fin de cette année, mais aussi sur une année 2016 qui pourrait

être difficile à traverser faute de reprise des ventes sur les marchés européens.

19 jours de chômage technique à confirmer

Les prévisions de fabrication à Mandeure s'inscrivent dans une fourchette allant de 50 à 70 véhicules par jour au cours des trois derniers mois de l'année. Un niveau de fabrication particulièrement bas.

Peugeot Scooters vient de lancer une campagne commerciale concernant, notamment, Métropolis, le trois roues du Lion. De nouvelles commandes pourraient amorcer en partie au moins cette fin d'année.

Lors d'un précédent comité d'entreprise, la direction avait fait état d'une prévision de 19 jours chômés entre les mois d'octobre et de décembre. 19 jours de chômage technique qui seront confirmés ou pas lors de la réunion de ce jour.

Jacques BALTHAZARD

PSA Site de Sochaux Suppression «préventive» d'une séance de travail

Le personnel du centre d'essais de PSA Peugeot Citroën Belchamp (1 100 salariés) a été prié lors de son arrivée hier matin aux portes du site de rentrer à domicile... en raison d'une panne de courant affectant le site tout entier.

Peu après cet épisode, la direction de PSA Peugeot Citroën Sochaux Belchamp a demandé la mise en service du numéro vert destiné à informer les salariés en horaire d'après-midi des suites de l'incident.

Avant la fin de la matinée, l'information a été transmise auprès des personnels concernés. « Retour à la normale - a indiqué la direction - pour le site de Belchamp, dont l'activité a été paralysée (dans la nuit de dimanche à lundi) par une panne de courant ».

« Les équipes - ajoute la direction - ont constaté à 3 h 30 un arrêt total de l'alimentation sur la haute tension qui approvisionne le centre technique. En l'absence de lumière, de moyens de prévention/sécurité et dans l'impossibilité

de démarrer les moyens d'essais, la direction du centre technique a pris la décision de renvoyer l'ensemble du personnel à son domicile ».

Défaillance d'un câble de liaison

Avec le renfort des équipes du site de Sochaux et de Senne, précise la direction, les spécialistes ont cherché et trouvé peu avant 10 h l'origine du problème liée à la défaillance d'un câble de liaison entre le poste de haute tension du centre technique et le secteur des laboratoires ».

« Cet incident - commente la CFTC - montre ce qui pourrait arriver encore dans les prochaines années si la direction externalise des activités sans tenir compte de l'avis des syndicats : désorganisation, lock-out, panne totale ».

À 13 h, hier lundi, le très confidentiel site de recherches PSA était opérationnel et l'ensemble des salariés au travail.

Jacques BALTHAZARD

Justice Il comparait mardi Quatre mois ferme

Belfort. - Lundi à 15 h, un ressortissant roumain âgé de 37 ans a été interpellé par les agents de sécurité d'Interport à Andelnans alors qu'il tentait de dérober des vêtements. Peu de temps auparavant, il avait dérobé une pince coupante chez Leroy Merlin, outil qui devait l'aider à voler les vêtements. L'interpellation

ne s'est pas très bien passée, l'homme ne se laissant pas faire. La police est intervenue et l'a placé en garde à vue. Là, les policiers ont découvert qu'il était en récidive légale pour des faits commis dans la région de Nîmes.

Jugé en comparution immédiate mardi, il a été condamné à quatre mois de prison et a été placé en détention.

Faits et méfaits

Le camping-car prend feu

Belfort. - Les sapeurs-pompiers de Belfort-Nord sont intervenus, hier, mercredi à 3 h 50, pour éteindre un camping-car en feu, rue Paul-Bert. En fait, c'est un feu de poubelle qui se serait communiqué au camping-car. Ce dernier est complètement détruit. Un autre véhicule a légèrement été abîmé par les flammes. Dans ce secteur, ce serait le troisième fait de ce genre en l'espace de quelques semaines.

Il tente de voler la caisse

Belfort. - Mardi, à 18 h 30, un jeune de 17 ans a été interpellé par la police alors qu'il venait de prendre de l'argent dans la caisse du magasin François Nature, au faubourg de France. Soupçonné d'autres faits de vol, il a été placé en garde à vue pour être interrogé.

L'histoire du jour

Sous le signe du changement

Alternatiba Nord Franche-Comté construit son village à Audincourt ce week-end : un moyen festif et convivial, avec plus de 100 associations vectrices de changement, pour modifier les habitudes.

Le changement climatique et les conséquences qui en découlent, ça n'est pas si rasoir que ça. Les chevilles ouvrières d'Alternatiba Nord Franche-Comté veulent le prouver.

À l'origine, le collectif « Du champ à l'assiette », rejoint par Gaïa Énergies, les Créatures et Fortissimo, dont les activités couvrent déjà toute l'Aire urbaine, se sont intéressés aux villages des alternatives qui essaient en ce moment dans toute la France sous l'appellation Alternatiba, de très bon augure avant la COP21, conférence sur le climat qui aura lieu du 30 novembre au 11 décembre à Paris.

« On veut en profiter pour faire du bruit », sourit Cyril Tisserand, de Gaïa Énergies qui raconte comment, avec ses camarades, il a utilisé le mode d'emploi d'Alternatiba pour monter ce village à Audincourt, la Ville ayant prêté de bonne grâce des lieux d'animation comme l'espace Japy. Le village se posera dimanche 27 septembre, avec, vendredi 25, des conférences plus sérieuses (lire ci-contre).

« Contrairement aux autres Alternatiba, nous sommes sur un territoire, pas une seule ville », souligne Hélène Henry-Fohr, des Créatures. La manifestation se veut « festive, positive, créative, conviviale. On en profitera pour parler des micro-initiatives qui favorisent

le changement climatique, ou comment modifier ses habitudes en changeant seulement son comportement ».

Participer à la Percu'soup samedi soir

Ouvert dimanche de 10 h à 20 h, le village sera divisé en quartiers thématiques axés sur l'alimentation locale, des animations plus festives pour tous les publics, une façon de vivre autrement, la nature, le logement. « Outre parler du changement climatique vendredi soir, nous évoquerons surtout les solutions pour le changement », précise Cyril Tisserand qui a imaginé, grâce à la vélocyclette de Gaïa Énergies, une animation très... années 80 !

Une soirée festive est prévue samedi soir, après les portes ouvertes dans les structures participantes dans toute l'Aire urbaine : à partir de 19 h, « chacun peut venir avec trois légumes bio sortis de son réfrigérateur. On va éplucher ensemble et pendant que la soupe mijote, on fera des percus avec Battlebat », raconte Hélène Henry-Fohr.

Le groupement, informel, des participants n'a cessé de grossir au fil des réunions d'organisation, « où le but que nous poursuivons est de faire venir des gens qui ne sont pas forcément convaincus ».

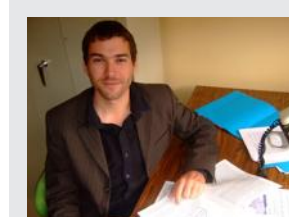
Que deviendra Alternatiba après la manifestation ? Outre un calendrier durable que L'usine, à Belfort, a promis de concevoir, le village pourrait être reconduit si le public a suivi. « Il va faire beau et on va se sentir bien », présume Cyril Tisserand qui espère créer « un gros mouvement apolitique, associatif et citoyen ».

C'est dit !

Karine FRELIN
Programme complet sur <http://alternatiba.eu/nordfrancheecomte/>



■ Les organisateurs ont reçu le soutien des collectivités locales et de l'Ademe et ont lancé un appel au financement participatif sur helloasso.com. « Notre recette, ce sera la buvette », assurent-ils. Photo ER



Questions à Frédéric Parrenin

Paléoclimatologue, glaciologue, chercheur au CNRS

« Le réchauffement climatique est une réalité. La situation est alarmante, il faut prendre des mesures comme la taxe carbone »

Dans le cadre d'Alternatiba, une conférence-débat sera proposée ce soir à la filature d'Audincourt à 20 h sur le réchauffement climatique (Où en sommes-nous ? Où allons-nous ? Comment agir ?) en partenariat avec l'association L'Atelier. Frédéric Parrenin est l'invité avec Geneviève Azam, maître de conférence en économie, militante écologiste, altermondialiste.

Lutter contre le réchauffement climatique, c'est, vous dites, « aller contre un ordre établi »...

- Oui, la situation est alarmante. Le réchauffement climatique est une réalité. Il faut avoir le courage d'aller contre un ordre établi, développer les énergies renouvelables, imposer la taxe

carbone, prendre des mesures franches. Chaque habitant doit en prendre conscience, se sentir concerné et se mobiliser. C'est ainsi que nous ferons bouger les choses au niveau politique planétaire.

Sur quels points allez-vous insister ?

- Je commencerai par dissiper les discours « climato-sceptiques ». Toute la communauté des climatologues a observé des phénomènes qui prouvent que notre terre se réchauffe. Je rappellerai certaines observations et les mécanismes de ce phénomène. Depuis 1900, la température de la terre a augmenté de 0,85 °C, la hausse est plus forte sur les continents que sur les océans. Il pleut davantage sur les

régions humides et moins sur les zones arides. Le niveau des mers s'est élevé de 19 cm. Le nombre de vagues de chaleur et de sécheresse augmente et le nombre de vagues de froid diminue. Pour vous donner une comparaison, la canicule de 2003 sera, si on ne prend pas les mesures nécessaires, un été frais à la fin du XXI^e siècle. L'étendue de la banquise arctique estivale a diminué de 40 %.

- Il est donc urgent d'intervenir ?

Si nous continuons ainsi, les modèles climatiques prédisent des changements de plus grande amplitude dans le siècle à venir : + 4 % pour les températures, la disparition de la banquise arctique estivale, l'augmentation de 70 cm du niveau de la mer ».

Propos recueillis par A.L.

Événement Première soirée ce jeudi des chorégraphes Eric Lamoureux et Hélé Fattoumi, et 20 ans de CCN

« ViaDanse » ce soir



■ Lancement officiel de Viadanse au CCN, dès 19 h 30 : prises de paroles et extraits du répertoire des nouveaux directeurs, Hélé Fattoumi et Eric Lamoureux. Photo Lionel VADAM

VOILÀ, VOILÀ, ils sont prêts. Après six mois de voyages, un pied à Caen, un autre à Belfort. Eric Lamoureux et Hélé Fattoumi, à la tête du Centre chorégraphique national (CCN) de Franche-Comté à Belfort, reçoivent en grand ce jeudi soir. Sur les traces d'Odile Duboc. Ils lancent « ViaDanse ». Tous les amis de la danse, et les représentants des institutions du grand Est, sont attendus pour une soirée à la fois officielle et festive. D'investiture. De présentation. Et de danse.

Premiers pas avec dix collaborateurs et danseurs à 19 h 30 : présentation des projets, et extraits du répertoire des chorégraphes, afin de bien faire connaissance, sur le plateau du CCN. Solo, duo, groupe, trio, « de petites nouvelles » dansées à découvrir, une « sélection de pièces transmises depuis 1991, dont la plupart tournent encore, et des moments de performance comme celui créé pour le musée des beaux-arts de Caen

lors d'une soirée surréaliste », détaille Hélé et Eric. Présentation, plus globalement, de leurs « lignes de force ». Et de leur univers. Avant la programmation de leur dernière création, « Waves », par le théâtre du Granit, le 24 novembre à la Maison du peuple : un bain à remous entre les corps et la musique orchestrale de Peter von Poehl.

De Chalon-sur-Saône à Strasbourg

Viadanse. Le projet avec lequel Hélé Fattoumi et Eric Lamoureux ont été « élus », à la suite de Joanne Leighton. « La perspective d'un territoire qui va s'élargir », dit Eric.

Quatre axes majeurs, dans un périmètre grand Est, qui va de Chalon-sur-Saône à Strasbourg : la création et la diffusion des œuvres de ce duo énergétique, le développement de la culture chorégraphique et la formation, les résidences de recherche et de production, et l'ouverture transfrontalière.

Plus simplement, de nouvelles collaborations, et des mises en réseau, qui feront se croiser artistes et structures des régions proches. « Ainsi, Marion Lévy viendra en résidence à Belfort (avec un décor construit à Besançon) avant de présenter le 3 novembre sa création, « Les Puissantes », sur la scène du Jura où elle est associée », résume Hélé. A moins de deux heures de route, l'amateur de danse pourra voir le travail en cours, et plus tard le spectacle dans sa forme aboutie.

En attendant, place à la fête ce soir, et à la cérémonie de bienvenue. « Dans un espace exceptionnel, parfaitement pensé et équipé ». Hommage à la créatrice du lieu. Pour les 20 ans du CCN, ouvert avec sa complice Françoise Michel, « la salle de création devient l'espace Odile Duboc ».

C'était une Evi-Danse.

Christine RONDOT
Jeudi, lancement de Viadanse à 19 h 30, entrée libre sur réservation au 03.84.58.44.88.

Solidarité Présenté au tribunal administratif de Strasbourg hier Karlen Tadevosyan maintenu en rétention

Belfort. - UNE NOUVELLE mobilisation a eu lieu hier soir devant la préfecture du Territoire en soutien à Karlen Tadevosyan, ce jeune ressortissant arménien de 21 ans, arrivé avec sa famille sur le sol français il y a quatre ans et sept mois, bachelier depuis le mois de juin à Belfort, qui aurait dû, lundi, rentrer en faculté de médecine.

Contrôlé samedi dernier dans le train en rentrant de Strasbourg où il avait été chercher un logement, il est retenu depuis lundi au Centre de rétention administrative de Strasbourg.

Hier à 14 h, il a été présenté devant le tribunal administratif de Strasbourg qui a

décidé son maintien en rétention, malgré un bon dossier et la mobilisation d'associations locales. Son cas devrait aujourd'hui être examiné par le juge des libertés et de la détention.

Les Belfortains qui soutiennent le jeune homme depuis samedi soir, à 18 h devant la préfecture, gardaient encore quelque espoir mardi soir. Un espoir éteint après la décision d'hier. Ils ont néanmoins décidé de continuer à se réunir en même temps qu'ils ont dressé la « liste des futurs patients de Karlen lorsqu'il aura réussi ses études de médecine en France ».

L'humour peut sauver.

K.F.

Aïd-el-Kébir Réaction indignée d'une militante pour la défense des animaux « Scandalisée, horrifiée »

BRIGITTE MAILLOT, défenseur des droits des animaux à Belfort, s'indigne de la présence de l'abattoir provisoire installé à la porte du Vallon à Belfort, en retour de l'article consacré, hier, à l'organisation par la communauté musulmane de l'abattage de 500 moutons. « Scandalisée par cet article », la Belfortaine a, depuis le 6 juillet dernier, lancé une pétition sur Internet qui a recueilli, dans toute la France, plus de 41.000 signatures. « Nous sommes des centaines à être horrifiées », estime aujourd'hui de coutume, par des réactions sans retenue sur les réseaux sociaux.

Sa pétition s'adresse au préfet du Territoire de Belfort et elle y demande « qu'un jour enfin, cette pratique de l'abattage sans étourdissement soit interdite et que la loi soit respectée, sans dérogation pour célébrer des cultes ».

Brigitte Maillot, qui a été invitée, avec l'association DAB, à communiquer avec les organisateurs sur le site de l'abattoir, s'insurge enfin contre cette organisation « payée par les Belfortains, qui a mis à la disposition d'un culte, pour un sacrifice rituel barbare, des dizaines de salariés et fonctionnaires au travail durant des semaines ».